

Extrait du Journal La Mée Châteaubriant

<http://www.journal-la-mee.fr/940-un-petit-tour-en-chine.html>

Un petit tour en Chine

- Pays (international) -

Date de mise en ligne : mercredi 12 avril 2006

Journal La Mée Châteaubriant

La Chine évolue..!

Si les Français ont leur baguette, les Chinois ont des problèmes écologiques avec leurs... baguettes.



Chine-baguettes

La Chine va instituer une taxe sur les baguettes en bois jetables, dans un souci de protection de l'environnement.

Avec 15 milliards de paires utilisées chaque année, elles consomment 1 300 000 m³ de bois... d'où le recours de plus en plus fréquent aux baguettes réutilisables, en matière plastique.

Modèle chinois ?

En Chine les anciens ouvriers (qui étaient payés 1 000 yuans dans leur entreprise), refusent les emplois publics offerts, balayeurs de rue, aides jardiniers, ou auxiliaires de la circulation..., payés 300 yuans.

Cet ancien technicien de l'usine de câbles de Tie Xi Qu a-t-il refusé ce genre de travail ? Impossible de savoir. En tout cas, tous les matins, il se tient au coin d'une rue avec une dizaine d'autres hommes et femmes, assis sur les talons, téléphone portable à la ceinture (pour la plupart), pancarte en bandoulière (pour tous) sur laquelle chacun décrit ses compétences : maçonnerie, peinture, électricité, ménage... Un marché de l'emploi à ciel ouvert où particuliers et chefs d'entreprise viennent louer, pour quelques yuans, un travailleur à la journée, à la semaine, jamais ou presque au mois. Ce travail au noir ne permet pas toujours d'avoir un toit pour dormir ...

(extrait du Monde Diplomatique
de janvier 2006)

Combien ça coûte ?

A la lecture des récits de voyageurs, on mesure le fossé entre la vie en Chine et la vie en France
10 yuans = 1 euro

- â€“ Salaire d'un ouvrier : 1000 yuans soit 100 euros . En France : 1000 euros (SMIC)
- â€“ Prix d'un vélo : 178 yuans (soit 18 euros) - En France : 150 Euros voire 1000 Euros ou plus
- â€“ Prix d'un ticket de bus non climatisé : 1 yuan soit 0,1 euro - En France : au moins 2 Euros
- â€“ Prix d'un repas au restaurant : 20 yuans (soit 2 euros) - En France 10 Euros minimum
- â€“ Prix d'un DVD : 6 yuans soit 0,6 Euros - En France : 15 à 20 euros, voire plus

Ce ne sont que des exemples. Les salaires en Chine sont sans doute 10 fois moins élevés qu'en France. Mais le coût de la vie est 15 à 30 fois moins élevé aussi !

Tous les grands industriels (ou même les petits, comme Edwimode) souhaitent faire produire en Chine pour profiter des prix bas - et vendre en France pour profiter des prix hauts. Ils y gagnent par les deux bouts. Mais ni les salariés français, ni les consommateurs français n'y gagnent .

On sait par exemple que le textile chinois a déferlé sur les pays occidentaux depuis le 1er janvier 2005, à bas prix. Pourtant, le 10 février 2006, dans une note relative aux échanges commerciaux, les services du ministère délégué au commerce extérieur ont estimé que les prix à la consommation dans le textile-habillement sont Â« restés dans l'ensemble stables Â» en 2005, citant un recul de 0,3 % pour le seul domaine de l'habillement.

Trafic d'organes

Y a-t-il un Â« camp de concentration Â» en Chine qui extermine ses prisonniers après les avoir dépouillés de leurs organes ? Le rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture, Manfred Nowak, va examiner de près les accusations du mouvement Falun Gong, qui manifestait le 27 mars 2006 sur la Place des Nations à Genève.

Ce mouvement affirme que 6000 de ces adhérents seraient détenus dans l'hôpital de Sujiatun au Nord de la Chine et que 4000 détenus auraient déjà péri après le prélèvement d'organes et de tissus humains.

Les organes seraient revendus sur le marché chinois et le marché international, indique le journal Epoch Times, proche des milieux dissidents chinois en Occident. Les témoins, qui réclament l'anonymat, auraient fui aux Etats-Unis où ils ont alerté des parlementaires et des agents gouvernementaux.

A Pékin, un porte-parole du gouvernement a démenti ces accusations en les qualifiant de Â« mensonge absurde Â» et en invitant les journalistes à visiter les lieux. Manfred Nowak enquête et, dans l'immédiat, demande au gouvernement chinois de mettre fin à son système de Â« rééducation par le travail Â», qui permet d'enfermer des dissidents et des minorités religieuses jusqu'à quatre ans sans jugement.

Ecrit le 12 avril 2006

Le Â« miracle Â» chinois

Le « miracle chinois », c'est le terme employé pour désigner la transition du pays d'une économie peu productive basée sur l'agriculture à une super puissance industrielle. Depuis 20 ans la croissance a explosé, les exportations ont connu une forte hausse et les revenus ont grimpé de manière importante - un miracle pour certains, mais pas pour tous...

Alors que les taux de croissance chinois ont atteint des sommets, les inégalités se sont creusées ;

Alors que le volume de ses exportations explosait, les conditions de travail se dégradaient ;

Alors que les investisseurs étrangers se bousculaient aux frontières, des millions de travailleurs et travailleuses venaient grossir les interminables files des nouveaux sans emploi.

Le miracle chinois a été obtenu au prix fort : l'exploitation et la répression à la plus large échelle possible. Et c'est un prix qui été supporté par la grande majorité de ceux et celles à qui il était supposé profiter : les simples travailleurs et paysans qui constituent le gros des effectifs du pays. Pour eux, le miracle n'a jamais eu lieu.

Un phénomène économique...

Si l'on se base sur la plupart des indicateurs économiques, le développement de la Chine durant ces deux dernières décennies constitue un succès remarquable. La croissance a connu une moyenne annuelle de 9,5 % durant ces 20 dernières années. Ses exportations sont passées de 2 milliards de dollars à la fin des années 70 à presque 600 milliards de dollars en 2004.

Cette transformation a eu des conséquences positives. Tous les 8 ans, le revenu national a doublé et la pauvreté s'est réduite. Mais il reste encore 250 millions de personnes, c'est-à-dire 16,6 % de sa population, qui continuent toujours aujourd'hui à **vivre avec moins d'un dollar par jour** et 700 millions de Chinois, 47 % de la population, vivent avec moins de 2 dollars par jour.



Le succès des exportations chinoises est le fait de secteurs industriels qui ont pratiqué des salaires anormalement bas envers des travailleurs, objets d'actes de répression et privés de tout moyen de négocier pour en obtenir de meilleurs. Et pour le futur, les perspectives ne sont pas meilleures.

L'entrée à l'OMC : un accélérateur de la mutation économique chinoise

Les conséquences sociales des réformes économiques chinoises ne sont pas une conséquence de l'accession de la Chine à l'OMC (organisation mondiale du commerce) puisque la plupart d'entre elles se sont manifestées bien avant. Mais il est évident que l'entrée à l'OMC a indirectement accentué les choses

En général, quand des pays entreprennent des réformes économiques, pour renforcer la compétitivité du pays, pour créer croissance et prospérité, ils peuvent soit prendre ce qu'on appelle « une grande route », soit « une voie de service ». Si l'on opte pour « la grande route », la compétitivité est basée sur la qualité des infrastructures, des services publics, de l'environnement, du système de protection sociale, de la main d'oeuvre, des marchés du travail, de la technologie et de l'innovation. En choisissant cette direction, on opte aussi pour des syndicats indépendants qui peuvent représenter les travailleurs et relayer leurs revendications.

« La voie de service », quant à elle, est basée sur le démantèlement du secteur public, l'exploitation de l'environnement, l'abandon du système de protection sociale, la pression sur les travailleurs, l'introduction de la flexibilité au détriment de la sécurité, la constante réduction des prix, la baisse des coûts du travail et l'interdiction des syndicats.

La « grand route » apporte une valeur ajoutée significative à chaque étape de la production, la « voie de service » uniquement une valeur ajoutée minimale.

La Chine maîtrise parfaitement cette seconde voie. Son image de « premier fabricant mondial » n'est pas due à la bonne qualité de sa production, mais plutôt au fait que le pays produit à bas prix, offre un environnement et une monnaie relativement stables, ainsi qu'une main-d'oeuvre industrielle fiable, docile et efficace. Cette situation est évidemment rendue possible grâce à la discipline de fer que fait régner le gouvernement et l'absence de véritables syndicats.

La Chine exporte ses produits à travers le monde entier, mais elle ne réalise pas d'énormes bénéfices sur ces ventes. La plupart des produits fabriqués par la Chine sont des articles semi-finis et destinés à être transformés par une autre filiale, une firme étrangère ou un sous-traitant local. La plus-value ajoutée par la Chine au produit est plus que modeste, s'appuyant principalement sur les salaires très bas payés aux travailleurs locaux.



18

Quand Nokia et Motorola ont demandé à BYD, le premier fabricant mondial de batteries pour téléphones mobiles, de réduire ses prix, il a simplement enlevé les robots et machines de ses chaînes de montage et les a remplacés par une armée de travailleurs chinois. La société avait l'habitude de fabriquer son matériel dans des unités très automatisées, mais elle a compris qu'elle pouvait écraser ses prix en payant des salaires chinois plutôt que des machines américaines ou japonaises.

De la même manière, à Shanghai, Volkswagen continue de produire ses automobiles comme il le faisait en Allemagne dans les années 70, principalement en s'appuyant sur un travail manuel.

Le gouvernement chinois a permis et facilité cette course vers le bas. Il a placé le profit, et la croissance avant la population, le progrès social et la dignité humaine.

Et en faisant cela, c'est lui qui a bradé les intérêts de l'ensemble de la population au profit d'un petit nombre.

Les changements les plus importants dans le paysage industriel chinois durant les réformes ont été la restructuration des entreprises détenues par l'État et la création de nouvelles sociétés privées.

Selon les nouvelles statistiques de l'OIT, depuis 1995, le nombre des sociétés d'État a diminué de moitié, passant de 300.000 à 150.000, ce qui a provoqué le départ de 59 millions de travailleurs, soit 42,5 % du nombre de ceux qui étaient auparavant employés dans ces entreprises.



23

Durant la même période, l'emploi dans les entreprises privées émergentes a augmenté de 16 millions d'unités. Solde net : 43 millions de sans-emploi

Beaucoup d'entreprises d'État, déclarées en faillite, ont procédé au licenciement de leur personnel et liquidé leurs avoirs au prix le plus bas.

Ensuite, ces capitaux ont resurgi dans des mains privées et permis d'employer les travailleurs sur base de contrats moins avantageux puisqu'ils réduisaient le nombre de jours de congés payés, la protection sociale et les salaires.

Ceux qui fabriquent de larges gammes de produits pour les consommateurs du monde entier (des t-shirts jusqu'aux lecteurs DVD) effectuent **des semaines de 60 à 70 heures, vivent dans des dortoirs** où cohabitent entre 8 et 16 personnes, gagnent moins que le **salaire minimum de 44 dollars par mois** et ont pour seule perspective le chômage en cas d'accident de travail, perspective malheureusement trop fréquente du fait que peu d'entreprises respectent les exigences minimales en terme de sécurité.

Déficit de création d'emplois dans le plus grand atelier du monde

Comme dans beaucoup de pays industrialisés, mais pour des raisons différentes, la croissance en Chine n'a pas été

très porteuse en terme de création d'emplois.

Selon la Banque mondiale, dans les années 80, quand la croissance économique de la Chine atteignait 9,3 % par an, la croissance nette d'emplois s'élevait seulement à 3% par an. Et durant les années 90, quand la croissance économique était de 10,4 %, la croissance nette d'emplois n'était pas plus élevée que de 1,1 % par an.



28

L'explication : **une productivité croissante et des licenciements massifs** dans les secteurs contrôlés par l'État. L'ironie : pendant que l'anxiété du public grandissait en Europe et en Amérique du Nord pour les quelques millions d'emplois perdus au bénéfice de la Chine, elle-même devait affronter chaque année la perte de dizaines de millions d'emplois.

Entre 1996 et 2001, le nombre de travailleurs des villes et des banlieues disposant d'un emploi dans l'économie formelle chuta de 149 millions à 108, soit une baisse de 28 %. Comme la population chinoise a elle aussi augmenté de manière significative le pays doit actuellement faire face à un problème majeur de chômage.

Ni stabilité, ni sécurité

Les emplois dans les entreprises d'État étaient sûrs. Les salaires étaient bas, mais un ensemble de mesures garantissait une stabilité pour la main-d'oeuvre du pays : accès aux soins de santé, au logement, au congé de maternité et à la pension, ainsi qu'aux indemnités de départ dans le cas de licenciements ou d'incapacités de travail.

Aujourd'hui, dans les entreprises d'État qui subsistent, les travailleurs employés doivent soit accepter un nivellement par le bas de leurs salaires, de leurs conditions de travail et de leur bien-être, soit être remplacés par des travailleurs migrants venus d'une autre région du pays.



Le concept d'État providence garant d'un système de sécurité sociale existait avant les réformes, mais il a aujourd'hui été remplacé par le système du « paie en fonction de ce que tu gagnes » qui transfère la responsabilité de l'État sur les épaules du simple travailleur. Cela explique qu'aujourd'hui **beaucoup de gens se retrouvent sans aucune couverture sociale**.

La transformation du pays a apporté une croissance économique rapide et le développement du commerce international, mais aussi une forte détérioration du système de distribution des revenus. Certains groupes sont devenus riches, beaucoup ont connu le statu quo et d'autres sont devenus plus pauvres. En particulier en zone rurale.

Toujours moins

Les prix des biens que la Chine exporte diminuent alors que les prix des articles qu'elle importe augmentent, particulièrement le pétrole et d'autres matières premières utilisées lors du processus de production. Cela signifie que les travailleurs chinois devront produire à des coûts moindres, en dépit du fait que les prix des matières premières sont en augmentation.

De plus, il est constamment demandé au gouvernement de réévaluer la monnaie du pays, le yuan, ce qu'il a fait en juillet 2005 (2%) et qu'il devrait encore faire (10%) d'ici les deux années prochaines - un mouvement qui rend naturellement les articles chinois plus chers à l'étranger. L'accroissement de la productivité pourrait aider à garder les prix compétitifs, mais l'extension des heures supplémentaires, la réduction des salaires et de tous les avantages considérés comme superflus, tels que les mesures de sécurité, les assurances et autres indemnités feront sans aucun doute aussi partie des moyens utilisés.

Pas de miracles commerciaux en vue

Le combat mené pour accéder au statut de membre de l'OMC ne semble pas avoir changé les tendances qui consistent à exercer de fortes pressions sur les travailleurs et augmenter les inégalités. Les recherches entreprises par la Banque mondiale montrent que 90 % des ménages urbanisés pourraient profiter de l'accession de la Chine à l'OMC, mais plus des 3/4 des ménages ruraux seront perdants dans l'aventure, et plus particulièrement les ménages très pauvres des campagnes qui expérimenteront une forte réduction de leur niveau de vie.

L'étude suggère que 28 millions de travailleurs agricoles pourraient quitter leur secteur pour trouver un travail dans l'industrie - un changement qui pourrait mettre une pression supplémentaire sur les salaires des travailleurs non formés dans les zones urbaines, et en conséquence les réduire de 5 %.

Les dirigeants chinois sont prêts à tout pour empêcher les manifestations de travailleurs de se propager, parvenant ainsi à faire obstacle à l'émergence d'un mouvement de sympathie envers ces actions. Mais ils ne prennent aucun risque : les syndicats indépendants sont interdits, toute velléité d'établir de tels syndicats est aussitôt réprimée, parfois de manière violente.

Les organisateurs de ces groupes de travailleurs ou de manifestants sont souvent arrêtés. Certains sont condamnés à des peines d'emprisonnement officiellement appelées « réformes par le travail », à l'issue de jugements peu respectueux des conventions internationales. D'autres se voient condamnés à des peines dites de « rééducation par le travail » ou de « réhabilitation par le travail », un processus administratif, qui va à l'encontre des rares garanties instaurées au sein de l'appareil judiciaire.

Actuellement, selon la loi, les travailleurs chinois disposent d'une organisation syndicale monopolistique contrôlée par l'État, l'All China Federation of Trade Unions, à laquelle ils peuvent avoir recours s'ils veulent améliorer leur situation.

Traditionnellement, le rôle principal de l'ACFTU a toujours été d'aider le gouvernement à assurer la stabilité sociale et politique. L'ACFTU prend en pratique souvent le parti des employeurs.

Un grand bond en avant ?

Les critiques formulées ci-dessus à l'encontre de la transformation de la Chine ne doivent pas être interprétées de façon erronée comme un rêve romantique de voir la Chine retourner à une économie fermée. Même si 25 années de réformes ont condamné des millions de travailleurs chinois au chômage et à la pauvreté, en 1978, la situation était sans doute encore pire. A la veille des réformes économiques, le niveau de vie se détériorait, le chômage des zones urbaines était à un niveau inacceptable et la population des campagnes subsistait en volant, mendiant ou se prostituant. L'économie chinoise n'avait pas d'autre choix que de se développer et, comme pour toute économie cette mutation devait impliquer des changements importants. Ce qui a été le cas, et a heureusement permis au pays d'engranger des progrès économiques évidents.

Mais cela s'est fait en exploitant les travailleurs qui n'ont pas eu d'autre choix que la soumission, la dégradation des conditions de travail et de revenus.

[Source : une étude de la confédération internationale des syndicats libres \(CISL\) - http://www.icftu.org/www/PDF/RA_Whose_FR.pdf](http://www.icftu.org/www/PDF/RA_Whose_FR.pdf)

Ndlr : photos de Chine (Beijing) été 2004.

Ecrit le 26 juin 2006

Laissez souffrir les petits Chinois

Bruxelles, le 20 juin 2006

La Confédération européenne des syndicats (CES) dénonce : la Chambre de commerce européenne en Chine (Pékin) aurait déclaré que si de nouvelles lois sur le travail devaient être introduites pour réduire le temps de travail et améliorer le niveau des salaires, cela « augmenterait les coûts de production chinois et cela obligerait les entreprises étrangères à reconsidérer de nouveaux investissements voire à poursuivre leurs activités en Chine ».

John Monks, Secrétaire Général de la CES, a déclaré : « il est scandaleux que des entreprises européennes à la recherche de profits menacent de désinvestir si l'on devait introduire des normes même très minimales en Chine. Plutôt que de s'engager dans une course au nivellement vers le bas, elles devraient respecter partout dans le monde des normes qu'elles sont supposées respecter dans leurs pays ».

A visiter :

[Le centre d'Etudes français sur la Chine Contemporaine](#)

[Histoire : le massacre de Nankin par les Japonais, après le 13 décembre 1937 : 300 000 morts ?](#)